

MARS 2022

ENQUETE PUBLIQUE
n° E210000122/13

CONCERNANT :
LA MODIFICATION DU PLAN DE
PREVENTION DES RISQUES
INONDATION PAR DEBORDEMENT DE
L'ARC DE LA COMMUNE DE BERRE
L'ETANG

ENQUETE PUBLIQUE
n° E210000122/13

CONCERNANT :
LA MODIFICATION DU PLAN DE
PREVENTION DES RISQUES
INONDATION PAR DEBORDEMENT DE
L'ARC DE LA COMMUNE DE BERRE
L'ETANG

RAPPORT D'ENQUETE

MISSION

Nous soussignée, CICCONARDI Katheryne, titulaire d'une maîtrise d'aménagement du territoire, désignée en qualité de Commissaire Enquêteur, par décision n° E 21000122/13 en date du 1 Décembre 2021, de Madame La 1^{ère} Vice-Présidente du Tribunal Administratif, pour conduire sur la commune de BERRE L'ETANG, une enquête publique relative au projet de Plan de Prévention des Risques Inondations par débordement de l'Arc sur la commune, communiquons ci-dessous les résultats de ladite enquête.

PLAN

RAPPORT D'ENQUETE :

GENERALITES SUR L'ENQUETE

PRESENTATION DU PROJET DE PPRI

OBSERVATIONS DU PUBLIC

CONSULTATION DES POA

PROCES VERBAL DE SYNTHESE ET MEMOIRE EN REPONSE

ANNEXES

CONCLUSION ET AVIS MOTIVE :

CONCLUSION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

AVIS MOTIVE

GENERALITES

TEXTES LEGISLATIFS : RAPPEL

Cette enquête publique est régie notamment par :

- *les Articles L 123.1 à L 123.18 et R 123.1 à R 123.27 du Code de l'environnement concernant les enquêtes publiques relatives à des opérations susceptibles d'affecter l'environnement*
- *les Articles L 562.1 à L 562.9 et R 562.1 à R 562.11 du Code de l'environnement définissant les Plans de Prévention des Risques Naturels - PPRN*

OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Les Plans de Prévention des Risques Naturels recouvrent différents risques dont le risque inondation.

Ils sont élaborés par l'Etat et ont pour objet de définir des mesures pour éviter ou atténuer les risques encourus par les personnes et les biens lors de la survenance d'un événement naturel à caractère exceptionnel.

La présente enquête publique porte sur le projet de modification de Plan de Prévention des Risques Inondations par débordement de l'ARC sur le territoire de la commune de BERRE L'ETANG.

Ce plan a été élaboré par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du département des Bouches du Rhône – DDT M 13, en vue – après approbation préfectorale d'être annexé au PLU de la commune avec titre de servitude d'utilité publique.

DOSSIER SOUMIS A ENQUETE

Le dossier soumis à enquête publique, déposé et consultable en Mairie de BERRE L'ETANG est composé des éléments suivants :

- *registre d'enquête publique à feuillets non mobiles coté et paraphé par nos soins*
- *pièces administratives - arrêté de prescription de la révision du PPRi*
 - *décision de l'Autorité Environnementale*
 - *arrêté d'enquête publique*
 - *avis d'enquête publique*
- *un rapport de présentation*

- des documents

graphiques :

- cartes des enjeux
- cartes des aléas
- cartes de zonage
- planche complémentaire

- un règlement

- des annexes

- étude hydraulique sur le bassin versant de l'Arc par la SAFEGE
- le bilan de la concertation publique d'avril 2021
- le bilan de la concertation des POA
- Avis des POA
Chambre d'Agriculture
Département
Mairie
SABA – Syndicat d'Aménagement
du Bassin de l'Arc

Il était également consultable :

- à l'adresse <https://www.registredemat.fr/ppri-berre-l-etang>
- via le lien disponible sur poste informatique, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publicationsenvironnementales/Enquetes-publiques-horsICPE/Berre-l-Etang>

CALENDRIER DE L'ENQUETE

25/09/2020	décision de l'Autorité Environnementale – F-093-20-P0037 indiquant que le PPRI de BERRE L'ETANG n'est pas soumis à évaluation environnementale
14/10/2020	arrêté Préfectoral prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation – PPRI sur la commune de BERRE L'ETANG
11/03 – 11/04/21	concertation publique
16/08 – 27/10/21	consultation des Personnes et Organismes Associés
30/09/2021	arrêté municipal contenant avis défavorable sur le projet de PPRI
15/10/2021	avis réservé du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
14/10/2021	avis technique des services du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

15/10/2021	avis réservé de la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhone
18/11/2021	courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer sollicitant l'engagement de la procédure d'Enquête publique
01/12/2021	décision n° E21000122/13 de Madame la 1 ^{ère} Vice-Présidente du Tribunal Administratif désignant en qualité de Commissaire Enquêteur Madame Katheryne CICONARDI
07/01/2022	Réunion de travail avec Monsieur Cyril VENEZIANO-BROCCIA dans les locaux du service urbanisme/pôle risques de la DDTM
13/01/2022	Parution d'avis publicitaires dans LA PROVENCE et LA MARSEILLAISE
21/01/2022	Publication sur le site internet de la commune de l'avis d'enquête publique
11/02/2022	Certificat d'affichage établi par Monsieur Mario MARTINEZ, Maire
16/02/2022	Certificat d'affichage établi par Monsieur Patrick PAYAN, Chef du Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement de la Préfecture des Bouches du Rhône
12/01/2022	9 heures, ouverture de l'enquête par mise à disposition du public du registre d'enquête et du dossier complet, dans les locaux du service de l'urbanisme de la commune de BERRE L'ETANG ainsi que par les voies dématérialisées évoquées ci-dessus. Ces pièces (registre et dossier), sont restées à la disposition du public au Service de l'Urbanisme pendant 31 jours aux heures habituelles d'ouverture dudit service (9h – 12h00 / 14h – 17h) 1 ^{ère} permanence du Commissaire Enquêteur à la Mairie de BERRE L'ETANG : 09h00 – 12h00
20/01/2022	14h – 17h : 2 ^{ème} permanence du Commissaire Enquêteur
28/01/2022	09h – 12h : 3 ^{ème} permanence du Commissaire Enquêteur
01/02/2022	14h – 17 h : 4 ^{ème} permanence du Commissaire Enquêteur
11/02/2022	14h– 16h30 : 5 ^{ème} permanence du Commissaire Enquêteur 16h30 : Clôture de l'enquête et du registre
18/02/2022	Communication du PV de synthèse
23/02/2022	Réunion de travail sur le PV de synthèse avec Messieurs Philippe VARGELLI et Cyril VENEZIANO-BROCCIA dans les locaux du service urbanisme/pôle risques de la DDTM
10/03/2022	Remise des observations de la DDTM en réponse au PV de synthèse

DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Les permanences du commissaire enquêteur ont été tenues dans la salle de réunion du service urbanisme de la Mairie de BERRE L'ETANG, située dans le bâtiment Cadaroscum du centre administratif de la commune.

Elles se sont déroulées dans le respect des consignes sanitaires liées à la COVID 19, selon les indications de la Loi 2021-1465 du 10 Novembre 2021 et du Décret n° 2021-699 du 1^{er} Juin 2021.

Le projet de révision du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc de la commune de BERRE L'ETANG a suscité un intérêt certain de la part des administrés.

Compte tenu du contexte sanitaire la plupart de ceux qui se sont exprimés l'ont fait durant les permanences après avoir pris rendez-vous auprès du service municipal.

Les administrés – à deux exceptions près – avaient pris connaissance du dossier préalablement à leur venue et/ou avaient été informés durant la période de consultation publique.

Deux administrés – ayant le Covid – ont souhaité un échange téléphonique, qui a eu lieu.

La majeure partie des administrés avec qui j'ai eu un échange et ceux qui ont laissés une trace écrite, venaient pour manifester leur désaccord sur les évolutions du potentiel de constructibilité de leur bien liées à la procédure en cours et ont fait part d'une inquiétude sur le développement urbanistique de la commune.

PRESENTATION DU PROJET DE PPRI

ANALYSE TECHNIQUE

Les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN), ont pour objectif :

- *de délimiter les zones à risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru,*
- *de délimiter les zones de précaution, qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux,*
- *de réglementer, dans ces zones, les possibilités de construction et de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises.*

Le dossier du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondations - PPRI -de BERRE L'ETANG a été élaboré par les Services de la Direction des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône - DDTM 13.

Il est composé de plusieurs documents :

⇒ **Un arrêté préfectoral** prescrivant la révision du plan de prévention des risques d'inondation par le débordement de l'Arc sur la commune de Berre-L'Etang

⇒ **Un rapport de présentation :**

Qui explique la situation de la commune de Berre-l'Etang dans le bassin versant et au débouché de l'Arc, qui est l'un des plus importants cours d'eau du département qui – en tant que cours d'eau méditerranéen présente un régime hydrologique contrasté.

Rappelle les inondations dont on a gardé la trace – 1972 – 1978 – 1993 – 2003 et 2008, présente les résultats des modélisations hydrologiques et hydrauliques et relate et que la commune est dotée depuis le 15 juin 2001, d'un PPRI établi sur la base d'étude hydraulique réalisée par le cabinet CERIC HORIZON en 1990-1991 et de compléments d'étude conduits par la commune en 1993-1997.

Son second chapitre traite des mesures de protection et des personnes et des biens de l'alerte à la gestion des conséquences.

Son troisième chapitre aborde l'aléa selon une crue de référence liée à la catastrophe de juin 2010 qui a touché le bassin versant voisin de l'Argens, les enjeux selon l'urbanisation répertoriée et définit par les croisements de ces deux paramètres les principes du zonage et sa transcription cartographique selon une gradation de couleurs et d'interdits liées à l'intensité du risque.

Son dernier chapitre contient des annexes : un schéma explicatif de la conception des PPRN, des extraits de documents visuels projetés et les panneaux de présentation présentés en Mairie lors des réunions publiques de la phase de concertation, l'étude hydrologique et hydraulique sur le bassin versant de l'ARC, Bureau d'études SAFEGE de 2016.

Nota : nonobstant le paragraphe traitant de l'étude SAFEGE en page 13 du rapport de présentation qui présente une rédaction incohérente :

« Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune d'Aix-en-Provence, la DDTM 13 a piloté une étude hydraulique confiée les aléas d'inondation pour l'Arc et ses affluents pour la crue de référence à partir de l'étude SUEZ Consulting de mise en cohérence des aléas à l'échelle de la commune d'Aix-en-Provence de 2018 »

Nous retiendrons que la volonté de la DDTM de produire un document d'information clair et précis est manifeste ; la coquille évoquée ci-dessus n'a été relevée par personne durant l'Enquête et il a même été constaté, lors des échanges, que les administrés étaient bien informés que l'étude hydraulique et hydrologique avait été produite par le bureau d'études SAFEGE.

⇒ Un règlement :

Qui commence par un lexique exhaustif avant de présenter les dispositions générales et les effets du PPRi puis selon les zonages, définit les règles applicables aux projets dans les espaces encore non bâtis ainsi qu'aux constructions existantes et les mesures de prévention, protection et de sauvegarde.

Une annexe annoncée dans le plan n'a pas de contenu.

Nota : mise à part l'annexe sans contenu, ce document est lui aussi manifestement très pédagogique, notamment avec sa formulation : « sont admis – sont interdits » et les codes couleurs utilisés.

⇒ Des planches de l'aléa à l'échelle 1/5000° :

Au nombre de 28 de format A 3 il s'agit de tirage couleurs traduisant les périmètres des zonages sur fonds de photographies aériennes et de calque du parcellaire cadastral.

Nota : les superpositions successives ne rendent pas toujours la localisation des biens aisée. L'identification de la planche dans la cartouche identique pour toutes, à savoir C3, n'a pas posé de problème.

⇒ Des planches des enjeux à l'échelle 1/5000° :

Au nombre de 28 de format A 3 il s'agit de tirage couleurs reflétant le bâti existant sur fond de carte type état major.

Nota : le fond de carte retenu et la traduction simple des paramètres à exposer rendent la localisation de biens recherchés aisée. Idem pour le C3 du cartouche.

⇒ Des planches de zonage à l'échelle 1/5000° :

Au nombre de 28 de format A 3 il s'agit de tirage couleurs traduisant les périmètres des zonages sur fonds de photographies aériennes et de parcellaire cadastral.

Nota : la superposition des couleurs sur les photos ne rend pas toujours la localisation des biens aisée. Idem pour le C3 du cartouche.

Toutefois, le repérage des biens de chaque administrés a été couronné de succès.





OBSERVATIONS DU PUBLIC

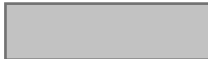
Lors des permanences et en dehors de celles-ci :

- *Le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par nos soins a reçu :
⇒ 7 observations écrites consistant en un texte déposé sur le registre ou l'indication sur le registre du dépôt d'un courrier avec ou sans annexes*
- *Il a été déposé en annexe du registre ou adressé par voie postale 9 courriers avec pièces jointes ; l'un de ces courriers est un doublon il a été déposé en annexe du registre et adressé par voie postale en AR (dépôt [REDACTED] – Cabinet d'Avocats DENIS REBUFAT et ASSOCIES)*
- *il a été déposé 2 observations sur le registre dématérialisé*
- *Ont été organisés : 15 rendez vous en présentiel, avec de nombreuses fois plusieurs administrés (venus en famille ou avec leur conseils)
2 rendez vous téléphoniques avec des administrés ayant le Covid*


Ci-après un tableau de synthèse de l'ensemble des observations.

observation sur registre	REDACTEURS	OBJET	RESUME DE L'OBSERVATION
1		changement de classement	parcelle bordée de constructions et classée en zone AU du PLU
2		changement de classement	parcelle entourée de bâtis - demande qu'elle soit constructible
2		changement de classement	s'oppose à la classification rouge car parcelles situées en zone urbaine
2		changement de classement	s'oppose à la classification rouge car parcelles situées en zone urbaine
3		changement de classement	refuse la classification rouge - obtient depuis 2020 des autorisations mais a eu un PC retiré par le Préfet - parcelles voisines en cours de construction demande un réajustement graphique
3 et 4		changement de classement	refusent la classification rouge car parcelles à considérer comme des dents creuses d'une zone urbanisée
5		changement de classement	refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbanisée pour le PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues
6	Mairie de Berre	changement d'appréciation des ZPPU	l'appréciation des ZPPU notamment pour les parcelles situées en frange d'urbanisation obère le développement urbain de de la commune
7 à 9		changement d'appréciation des ZPPU	la règle du jeu utilisée bloque l'urbanisation future - la concertation avec la commune aurait du être meilleure - les classements en CU AZU et ZPPU ne sont pas corrects - il conviendrait de nuancer

9		changement de classement	refuse le classement rouge car parcelle bâtie et de surcroit entourée de zones classées en bleu bleues
10		changement de classement	demande une correction de rouge en bleu car parcelle disposant d'un PC valide Nota : manque page 2/4 de l'arrêté de PC du 09 juin 2021
11 et 12		changement de classement	demande un classement en bleu de parcelles situées à proximité du centre-ville dans une zone très urbanisée
13		changement de classement	avis d'experts disant que la parcelle AH 70 est en zone urbaine et que ses caractéristiques physiques la rendent non submersible ; ce qui nécessite un classement permettant la constructibilité de la parcelle

Dires dématérialisés	REDACTEURS	OBJET	RESUME DE L'OBSERVATION
1	SAS LCS	changement de classement	demande un réexamen du classement en rouge de la zone 2 AUC du PLU du secteur avenue Sylvanes/chemin de la Gineste (parcelles Consorts MAHDID et Mme ELAIDI) qui doit permettre de répondre aux besoins de développement urbain
2		demande de finalisation de projet	propriétaire d'une parcelle classée en zone violette souhaite faire un détachement de parcelle

COURRIERS	REDACTEURS	OBJET	RESUME DE L'OBSERVATION
-----------	------------	-------	-------------------------

1	SCP TERTIAN- BAGNOLI pour Mr et Mme 	demande de rendu d'un avis défavorable par le commissaire enquêteur	antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant la parcelle VIAL inconstructible
2	SCP TERTIAN- BAGNOLI pour la SCI GEFFROY	demande de rendu d'un avis défavorable par le commissaire enquêteur	antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant les parcelles SCI GEOFFRY inconstructible

CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES

Conformément aux dispositions légales en matière d'élaboration de Projet de Plan de Prévention des Risques, le Responsable de Projet a consulté par courrier et pour Avis les 10 Personnes ou Organismes Associés figurant dans le tableau ci-après.

Personne ou organisme consulté	Date d'envoi du dossier	Date de réception du dossier
Mairie de Berre-L'Etang	13/08/21	20/08/21
Mme la présidente du Conseil Départemental des BDR	13/08/21	16/08/21
M le directeur du centre Régional de la Propriété Forestière PACA	13/08/21	17/08/21
Mme la Présidente du conseil de territoire du Pays d'Aix	13/08/21	17/08/21
Mme la Présidente de la Métropole AMP	13/08/21	17/08/21
M le Président du SABA	13/08/21	16/08/21
M le président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Marseille	13/08/21	17/08/21
M le Président de la Chambre d'Agriculture	13/08/21	17/08/21
Monsieur le directeur du SDIS	13/08/21	16/08/21
Madame la Présidente du Conseil régional PACA	13/08/21	16/08/21

*La consultation s'est effectuée dans le temps réglementaire.
Seuls cinq POA ont répondu par courrier, dont deux hors délais.*

La Chambre d'Agriculture et le Conseil départemental ont émis un avis réservé réceptionné dans les délais impartis.

Le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille ont émis un avis réservé mais hors des délais impartis.

La Mairie de BERRE L'ETANG a émis un avis défavorable.

Le Conseil Régional PACA, le SDIS, le Centre Régional de la Propriété Forestière PACA, la Métropole AIX MARSEILLE PROVENCE, le Conseil de Territoire du Pays d'AIX n'ont pas émis d'avis.

Nota : la CCI est citée à deux reprises, comme ayant répondu hors délai et non répondu.

PROCES VERBAL DE SYNTHESE MEMOIRE EN REPONSE

L'Art R 123-18 du Code de l'Environnement) impose au commissaire-enquêteur de rencontrer le Responsable de Projet, dans la huitaine après clôture de l'enquête, pour lui communiquer les observations écrites et orales du public consignées dans un procès-verbal de synthèse qu'il lui remet.

Le procès-verbal de synthèse a été communiqué à la DDTM 13, le 18 Février 2022 par mail et un rendez-vous d'échange et de présentation de celui-ci a été réalisé le 23 Février 2022 avec Messieurs Philippe VARGELLI et Cyril VENEZIANO-BROCCIA.

Ci-dessous copie in extenso du procès verbal de synthèse du commissaire enquêteur :

**KATHERYNE
CICCONARDI**

COMMISSAIRE ENQUETEUR
PRES LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE

23, boulevard Fausard
13012 MARSEILLE
Téléphone :
06.60.19.68.82
cicconardi.expert@sf.fr

2^e cycle - IFREEM
Expertises et évaluations
immobilières
Faculté de Droit d'Aix en
Provence
Maîtrise d'Aménagement
du territoire
Institut d'Aménagement
Régional d'Aix-en-Provence
École d'Architecture de
Marseille

Monsieur Cyril VENEZIANO-BROCCIA
Chargé d'études Inondation

Service Urbanisme et Risques
Pôle risques naturels
DDTM 13
16 rue Antoine Zattara
13003 MARSEILLE

Marseille, le 18 février 2022

Objet :
PV de synthèse

Par arrêté préfectoral du 13 Décembre 2021, Madame Katheryne CICCONARDI a été désignée comme Commissaire Enquêteur dans le cadre de l'enquête publique portant sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc sur le territoire de la commune de BERRE L'ETANG.

En application de l'article R 123-18 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après le procès-verbal de synthèse, relatif à ladite enquête.

Pour cette enquête :

- le porté à connaissance de la population a été effectué par :
- affichage en Mairie de BERRE L'ETANG
 - parutions d'annonces légales dans la presse locale
 - avis sur le site internet de la commune
 - affichage par le Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement de la Préfecture des Bouches du Rhône

➤ la participation de la population a été effectuée comme suit :

- lors des permanences au siège du service urbanisme et développement de la commune, par l'inscription de 13 observations sur le registre à feuillets non mobiles côtés et paraphés par le commissaire enquêteur préalablement à l'ouverture de l'enquête (cf. tableau ci-après)
- par le dépôt de 2 observations sur le registre dématérialisé
 - l'une de la SAS LC 5
 - l'une de Monsieur Mario TURCO
- par la réception de 4 mails sur le site du registre dématérialisé
 - l'une de la SAS LC 5 reprenant le texte de son observation
 - les autres de la SCP TERTIAN-BAGNOLI copie de ses courriers en AR réceptionnés le 14/02
- par la réception de 3 courriers en AR :
 - deux adressés par la SCP TERTIAN-BAGNOLI et présentés en Mairie après la clôture de l'enquête, le 14 février ; portant date de rédaction au 09 février 2022, mais pas de date d'envoi
 - un constituant copie de l'observation laissée le 12 janvier 2022 par Mme Anais ELAIDI, bien que daté du 17 Janvier 2022

➤ Divers :

Je n'ai pas eu à déplorer d'incident lors du déroulé de cette enquête.

Vous souhaitant bonne réception des présentes, et restant à votre entière disposition pour toutes précisions nécessaires,

je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Katheryne CICONARDI

Le Chef de Service Urbanisme et Risques
Le Chef du Pôle Risques

Clément CASTAUD

Le Responsable de Projet dispose ensuite d'un délai de 15 jours pour communiquer ses observations au-dit procès-verbal.

Les observations en retour ont été remises le 10 Mars 2022 en cours d'après-midi.

Ci-dessous copie in extenso du mémoire en réponse du responsable du projet :

AVIS EXPRIMÉS DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉS					
PERSONNE OU ORGANISME ASSOCIÉ	AVIS	PIECES RÉGLEMENTAIRES	THÈME	RÉSERVES EXPRIMÉES	RÉPONSE DOTM
MAIRIE DE BERRE-L'ÉTANG	Défavorable	Zonage	Contestation des la définition des ZPPU	<p>La commune de Berre l'Étang conteste la délimitation des zones peu ou pas urbanisables retenues par les services de l'Etat et le zonage réglementaire qui en découle.</p> <p>Le caractère urbain ou non urbain doit être apprécié, cela est rappelé dans le plan d'aménagement et de gestion durable du SAGE de l'Arc approuvé en 2014, au regard de la réalité physique constatée.</p> <p>La délimitation figurant au projet de PPRI a été effectuée avec une approche maximaliste, à l'effet d'inclure en ZPPU le moindre espace non bâti, même de petite taille ou constituant le jardin d'un bâti lui-même existant dans l'urbanisation.</p> <p>Ce sujet a fait l'objet de nombreuses remarques et contre-propositions de la part des services municipaux.</p> <p>De nombreuses zones urbaines et d'urbanisation futures avaient été délimitées par le PLU approuvé en 2017, dans le respect de la compatibilité avec le SAGE de l'Arc, avec l'accord de l'Etat, dans des secteurs d'habitat individuel, alors que la règle prévoyant de rendre inconstructibles les secteurs non urbanisables exposés à un risque était déjà en vigueur. Cette validation, intervenue 11 ans après la mise en place, a été remise en cause, à l'égout de la commune.</p> <p>Sur la commune d'Étang, le règlement réglementaire de la notion de ZPPU qui ne figure ni dans la figure ni dans le décret du 5 juillet 2019 ni dans l'arrêté R.955-11-6 du Code de l'Environnement qui fait seulement état de restriction à l'urbanisation en zone non urbanisables et en centre urbain, sans faire mention de zones peu urbanisables devant être fermées à l'urbanisation lorsqu'elles sont concernées par une zone inondable faible ou modérée. Le rapport de présentation vise une autre façon de procéder à la méthode de qualification de ces ZPPU marquée dans le dossier transmis.</p> <p>Ces incohérences et demandes de réajustement sont listées dans la pièce jointe à cet avis.</p>	<p>Il est nécessaire de préciser que l'obligation de mise en compatibilité du PLU de la commune de Berre l'Étang avec le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) approuvé en 2014 par le SADA, qui, dans sa discussion CE, intervient déjà l'implémentation de nouveaux enjeux dans les zones peu ou pas urbanisables impactées par de l'axe inondation sur la totalité du bassin versant de l'Arc.</p> <p>Le SAGE englobe l'intégralité du bassin versant de l'Arc. Le SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'écoulement des crues. Conformément aux principes du SAGE, dans l'ensemble de la zone inondable comprise dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiées dans le SAGE, le règlement interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.</p> <p>Conformément aux directives et règlement nationaux encadrant l'élaboration des PPRI, la définition des enjeux a été réalisée sur la commune de Berre l'Étang. Cette carte des enjeux a fait l'objet d'une association avec les collectivités locales (en l'occurrence le PPRI).</p> <p>Les enjeux représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document et sont donc une photographie de l'urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d'une démarche de planification type zonage PLU.</p> <p>Cette analyse traduit la mode d'occupation du sol qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces urbanisés au sein desquels on trouve : <ul style="list-style-type: none"> Les centres urbains (CU) qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante (continuité et densité du bâti) et une mixité des usages entre logements, commerces et services. Les zones urbaines (ZU), résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'habitat, de densité, de continuité et de mixité du bâti (généralement en bordure de centre urbain, ce sont des zones résidentielles sans commerce où l'on retrouve des séparations entre les habitations et sans mixité des usages). Les zones peu ou pas urbanisées (ZEP) contre les zones naturelles, les terres agricoles, parcellaires, les terres de sport, etc. On peut y retrouver de l'habitat diffus (village) parfois des entreprises ou des établissements. <p>La définition des enjeux doit correspondre à l'urbanisation existante. En conséquence, elle ne tient pas nécessairement compte du parcellaire de la commune. Par définition, un centre urbain ou une AZU ne doit pas contenir de zone non urbanisée. A titre d'illustration, la DOTM couvrait l'ensemble des zones AU qui apparaissent comme des zones urbaines au sein de la planification mais peuvent être lorsqu'elles sont non constructibles classées comme des ZPPU par la carte des enjeux du PPRI.</p> <p>Concernant l'annexe pointant par le rapport de présentation : il s'agit d'une erreur qui sera corrigée. Cette annexe était disponible sur d'autres PPRI du département et notamment celui de la commune de Marseilles ou ce n'est pas la DOTM qui a défini les enjeux. La carte des enjeux, a été définie par l'AGAME qui Ce n'est pas le cas sur la commune de Berre l'Étang où les enjeux ont été définis par la DOTM 13.</p>
				Cette d'axe	Libellé couche jaune : la libellé de cette couche est incomplet dans la légende des cartes d'axes « Modifié » hauteur extrêmement faible »
				Carte de zonage	Libellé des différentes couches : Pour une meilleure lisibilité des cartes, il serait préférable que la couche bâtie soit positionnée en dessous de la couche de zonage, afin d'être plus en phase avec la transparence de cette couche de zonage.
				Erreur sur la couche bleu clair de la carte de zonage	La couche bleu clair de la carte de zonage n'est pas la même que celle du SAGE de l'Arc. En effet, cette ZEC est censée avoir pour limite sur la RD217. Or sur la carte d'axe du PPRI cette ZEC englobe une partie des parcelles situées au-delà de la RD217, ce qui a pour conséquence de créer des secteurs en rouge.
				Zone d'Expansion des Crues	Loi de la construction publique, le ZEC a été jugé avoir été en place à la fois des zones rouges. Ce point n'avait pourtant été évoqué lors des nombreuses réunions techniques entre la DOTM13 et la commune. Certains secteurs classés comme non inondables dans la carte d'axe, se retrouvent en zone rouge de la carte de zonage car situés en ZEC.
				Zone d'Expansion des Crues	Le SAGE d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) est un document institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et modifié par la loi du 30 décembre 2006. Il doit être compatible avec le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du grand bassin hydrographique Rhône-Méditerranée. Il a été réalisé par le SADA et approuvé le 3 avril 2014. <p>Le SAGE englobe l'intégralité du bassin versant de l'Arc.</p> <p>Les axes des objectifs de gestion durable des milieux aquatiques, de gestion des inondations et la ressource en eau, de lutte contre les pollutions et de préservation des milieux naturels.</p> <p>Le PPRI doit être conforme au règlement du SAGE et au PAGO (Plan d'Aménagement de Gestion Durable) dont l'objectif est d'éviter l'urbanisation en zone inondable. Le SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'écoulement des crues.</p> <p>Conformément aux principes du SAGE, dans l'ensemble de la zone inondable comprise dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiées dans le SAGE, le règlement interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.</p>
				Carte des enjeux	La couche SIG des Zones d'Expansion des Crues a été fournie par le SAGE de l'Arc et ne comporte pas d'erreurs.
				Carte des enjeux	La couche SIG des Zones d'Expansion des Crues a été fournie par le SAGE de l'Arc et ne comporte pas d'erreurs.
				Carte des enjeux	Le fond cartographique utilisé IGNANZ est trop obsolète et ne reflète pas la situation actuelle de la commune. Certains nouveaux bâtiments n'apparaissent pas et il conviendrait d'autres n'importe plus.
				Carte des enjeux	Le fond cartographique de la carte des enjeux sera remplacé par une image satellite actualisée.
				Carte des enjeux	La commune a fourni à la DOTM une couche SIG des enjeux basée sur l'annexe électronique du 14 novembre 2017.
				Carte des enjeux	La commune a fourni à la DOTM une couche SIG des enjeux basée sur l'annexe électronique du 14 novembre 2017.
				Règlement	Le règlement du SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'écoulement des crues. <p>Conformément aux principes du SAGE, dans l'ensemble de la zone inondable comprise dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiées dans le SAGE, le règlement interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.</p>
				Règlement	Le règlement du SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'écoulement des crues. <p>Conformément aux principes du SAGE, dans l'ensemble de la zone inondable comprise dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiées dans le SAGE, le règlement interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.</p>
				Règlement	Le règlement du SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'écoulement des crues. <p>Conformément aux principes du SAGE, dans l'ensemble de la zone inondable comprise dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiées dans le SAGE, le règlement interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.</p>

CHAMBRE D'AGRICULTURE 13	Favorable	Règlement	Alta hydrogéomorphologique	L'autre point qui a attiré notre attention est la réinscription que fait le PPRI dans son règlement, des conséquences des zones d'expansion de crue. En effet, le SAGE de l'Arc approuvé en 2014, dans sa disposition D14 intitulée « Préservation des zones stratégiques d'expansion de crue », se fixe comme objectif « pour préserver des zones d'urbanisation et leur fonctionnalité, de maintenir la vocation agricole ou naturelle » de ces zones en invitant les documents d'urbanisme à adopter des zonages le permettant, et d'ajuster notamment le classement en zone agricole comme moyen d'y parvenir. Le SAGE ne mentionne pas l'interdiction des constructions nécessaires à l'agriculture au sein de ces zones. Nous souhaitons donc que ce point soit revu afin de ne pas conduire à une sanctuarisation de ces espaces.	Le fait d'interdire la constructibilité dans les ZEC n'interdit pas la vocation agricole ou naturelle de ces espaces. Les activités agricoles sont autorisées dans les ZEC. Le SAGE interdit les remblais en zone inondable ce qui conforte le choix pour le PPRI d'interdire les bâtiments.
SYNDICAT D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE L'ARC	Favorable	Règlement	Un majeur hydrogéomorphologique	Si le SAGE et le PPRI vont dans le même sens et sont compatibles, le PPRI ne reprend pas l'intégralité des attentes de la disposition D5. Le SAGE va plus loin et affirme de prendre comme référence le 1 ^{er} majeur hydrogéomorphologique.	Le PPRI ne prend pas en compte le 1 ^{er} majeur hydrogéomorphologique. L'écoulement correspond à l'empire d'une crue exceptionnelle dont le débit est le double de celui de la crue de référence. Le PPRI n'intègre rien du SAGE qui conserve son périmètre d'application. Le PPRI répond à des principes nationaux de prévention visant la crue de référence et la crue exceptionnelle.
			Remblais sous les constructions autorisées	« Afin d'éviter toute aggravation du risque liée à ce phénomène, le SAGE fixe l'objectif de préserver les zones inondables des cours d'eau du bassin versant de tout remblaiement ». Cette disposition a été rédigée dans l'objectif de ne pas aggraver le risque inondation avec l'implantation de constructions, installations, en zone inondable. Le SAGE préconise d'interdire les remblais sur l'ensemble de la zone inondable. Le projet de règlement du PPRI interdit ces remblais sur l'ensemble de ces zones, à l'exception que ceux-ci sont autorisés sous construction. Une des attentes du SAGE est d'interdire ces remblais et compte sous les constructions pour favoriser la transparence hydraulique et éviter la colonisation de la zone inondable.	En zone bleue d'écoulement fort, la transparence est demandée pour les bâtiments d'une superficie supérieure à 400 m². Le PPRI ne retire rien à ce que dit le SAGE. Par ailleurs le PPRI réglemente la requête et non le police de l'eau qui reste une réponse complémentaire au PPRI.
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE	Favorable	Règlement	Reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue	Le règlement du PPRI prévoit la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue. Cette règle est toutefois limitée par la disposition D14 du SAGE qui prévoit la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue. Ainsi, le département, au regard de sa compétence voirie, sollicite l'autorisation expresse dans le règlement du PPRI de pouvoir réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voiries en état d'entretien de l'entretien, toujours soit à l'entretien du PPRI.	Les infrastructures de transport ne sont pas concernées par cette règle.
			Règlement	La règle particulière sur les infrastructures de transport (comportant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport) prévoit : « Les premiers planchers aménagés des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE +0,20m. Or les dispositifs de signalisation routière (mise de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc.) répondent à des règles d'implantation et de hauteur normalisées. Ainsi, ils ne constituent pas nécessairement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. C'est pourquoi, il faut s'assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du PPRI du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.	Les dispositifs de signalisation routière ne sont pas concernés par le calage des planchers au-dessus de la PHE du fait qu'ils ne sont pas considérés comme des constructions (habitations, locaux, activités, etc.)
			Plan d'alerte et d'intervention	L'article du chapitre 5 du règlement du PPRI prescrit aux maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques « établie sous 3 ans un plan d'alerte et d'intervention en liaison avec SDIS et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques ». Sans remettre en cause la mise en place du PPRI, le département considère qu'il ne lui appartient pas de définir ce plan d'alerte et d'intervention. Il participe à la réponse de crue mais ne fera qu'appliquer les mesures. Ainsi le département reste persuadé qu'il n'est pas légitime pour définir un tel plan d'alerte et d'intervention, dont le pilotage et la coordination doivent être assurés par les services de l'Etat.	Le PPRI demande aux gestionnaires d'infrastructures de transport d'élaborer dans un délai de trois ans un plan d'alerte et d'intervention. Si le PPRI porte sur le territoire communal, il est tout à fait pertinent que le partenaire détermine ce plan à une échelle plus large et cohérente avec le niveau routier dont il a le charge. Le plan ORSD ne dépense pas les gestionnaires de déposer de tels plans sur leur réseau.

AVIS EXPRIMÉS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

NOM	Contribution	Communication	Parcelle	RÉSERVES EXPRIMÉES	RÉPONSE DDOTM
SCP	1	Registre papier	DL39	Changement de classement : Parcelle bordée de constructions et classée en zone AU du PLU.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, ces parcelles non urbanisées ne peuvent être classées en Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considérée comme une dent creuse.
	2	Registre papier	BL379	Changement de classement : Parcelle entourée de bâtis – demande qu'elle soit constructible.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.
	3	Registre papier	BM 11 BM12 BM13 BM19 BM19 BM64 BM327 BM328 BM329 BM410	Changement de classement : s'oppose à la classification rouge car parcelles situées en zone urbaine.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.
	4	Registre papier	BM 11 BM12 BM13 BM19 BM19 BM64 BM327 BM328 BM329 BM410	Changement de classement : s'oppose à la classification rouge car parcelles situées en zone urbaine.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.
	5	Registre papier	DX46	Changement de classement : Refuse la classification rouge – déduit depuis 2020 des autorisations sur PC mais a eu un PC retiré par le préfet – Parcelles voisines en cours de construction – demande un réajustement graphique.	Les parcelles concernées sont classées en ZPPU et impactées par de l'écoulement. Cela induit un zonage réglementaire rouge. Contrairement aux parcelles voisines, le zonage réglementaire rouge vient du fait du caractère non urbanisé des parcelles de Madame GERRADIMONI.
	6	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse la classification rouge car parcelles à considérer comme des dents creuses d'une zone urbaine.	La déclaration préalable OP301421P0001 et OP301421P0040 déclinée par le maire de Borne l'Etang en 2020 sur la parcelle BX46 n'a été ni déclinée ni Madame MEDY. A cette date, la mairie avait connaissance de l'état d'urgence inondation de l'Arc du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPRI et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait dû être l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme par la commune avant le commencement du risque d'inondation. Or ces deux autorisations d'urbanisme déclinées en 2021 (PC01301421P0002 et PC01301421P0003) ont été annulées par le préfète des Bouches-du-Rhône et ce après avoir été déclinées par les services instructeurs de la commune.
	7	Registre papier	AZ153	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	La parcelle BX est non urbanisée donc classée en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur la carte de zonage réglementaire du projet de PPRI. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un état inondation doivent être l'objet d'un principe général d'interdiction de construire.
	8	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse la classification rouge car parcelles à considérer comme des dents creuses d'une zone urbaine.	L'observation déposée sur le registre papier fait mention de : - la zone SAUC : semence du chemin de la Croix ; - la zone UD du hameau de Mauren ; Il indique que la ligne d'inondation peut être corrigée par des mesures telles que la réalisation d'un vif sanitaire. Il faut rappeler que même si de telles techniques permettent de limiter le vulnérabilité d'un bien en zone inondable et elles ne sont pas compatibles avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'Etat qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'écoulement.
	9	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, ces parcelles non urbanisées ne peuvent être classées en Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considérée comme une dent creuse.
	10	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	La détermination des enjeux a été l'objet d'une visite de la zone inondable par le DDOTM qui a validé sur le terrain la définition de la carte des enjeux du PPRI.
	11	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	Pour votre parfaite information, la parcelle AE153 est située en zone bleue du PPRI de 2001, c'est à dire en zone modérée. Il est à noter que contrairement à ce qui est indiqué dans le courtier, aucun travaux n'a été effectué sur les berges de l'Arc et ce genre de travaux n'est pas de nature à modifier l'état inondation de l'Arc.
	12	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'état et le risque physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRI, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.
	13	Registre papier	Non mentionnée	Changement de classement : Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées bleues.	Concernant la construction des parcelles, le maire de la commune est seul responsable des autorisations d'urbanisme qu'il délivre sur le territoire communal. Depuis la porteur-e-connaissance de 2016, le Maire de la commune de Borne l'Etang peut consulter le DDOTM pour avis sur les autorisations d'urbanisme. Elle consulte le DDOTM depuis 2020 quand la phase de consultation de la mairie sur le projet de PPRI a commencé.

MARIE DE BERRE L'ETANG	8	Registre papier	Territoire communal	Changement d'appréciation des ZPPU : L'appréciation des ZPPU notamment pour les parcelles situées en frange d'urbanisation obère le développement urbain de la commune.	<p>Les enjeux représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document et sont donc une photographie de l'urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d'une démarche de planification type zonage PLU, le traduisant le mode d'occupation du sol et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les espaces urbanisés au sein d'espaces en frange ; - les centres urbains (CU) qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante (continuité et densité du bâti) et une mixité des usages entre logements, commerces et services ; - les zones urbanisées (ZU), résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'histoire, de densité, de continuité et de mixité du bâti (généralement en bordure de centre urbain, ce sont des zones résidentielles sans commerces ou l'on retrouve des séparations entre les habitations et sans mixité des usages) ; - Les zones peu ou pas urbanisées (ZPPU) comme les zones naturelles, les terres agricoles, peu bâties, terrains de sport, etc. On peut y retrouver de l'habitat diffus (village) parfois des entreprises ou pas d'habitat du tout. <p>La définition des enjeux doit correspondre à l'urbanisation existante. En conséquence elle ne tient pas nécessairement compte du caractère de la commune. Par définition, un centre urbain ou une AZU ne doit pas contenir de zone non urbanisée. A titre d'illustration, la DDTM sollicite l'exemple des zones AU qui apparaissent comme des zones urbanisées au sens de la planification mais peuvent être lorsqu'elles sont non construites classées comme des ZPPU par le carte des enjeux du PPR.</p> <p>Pour votre complète information, la politique nationale de prévention du risque d'inondation et plus précisément le décret du 5 juillet 2019 ne prévoit pas de dispositions particulières concernant les plaines inondables et ce même si la topographie est très plane et proche de l'écoulement du cours d'eau.</p>
	8	Registre papier	BY44 BY180 BY185	Changement d'appréciation des ZPPU : la règle du jeu utilisée bloque l'urbanisation future – La concertation avec la commune aurait dû être meilleure – Les classements en CU AZU et ZPPU ne sont pas corrects – Il conviendrait de nuancer.	<p>Concernant la définition de l'axe : Tout d'abord, le PPR de 2011 ne prend pas en compte l'occupation du sol dans la définition du zonage réglementaire. Ce n'est que plus tard que le loi sur le risque inondation a intégré le caractère urbanisé ou non des zones inondables dans son classement réglementaire.</p> <p>Le décret du 5 juillet 2019 vient conforter l'élaboration de PPR dans la prise en compte de l'intensité de l'axe et des enjeux sur le territoire de la commune pour établir le zonage réglementaire du projet de PPR. Le décret du 5 juillet 2019 modifie également le grille d'axe inondation à utiliser au niveau national. Il est nécessaire de préciser que les données de hauteur d'eau et de vitesse d'écoulement du porteur-émissaire du 25 août 2016 ont servi de base à l'élaboration de la carte d'axe du projet de PPR et qu'il n'y a pas eu, comme avancé par la famille ARAKELIAN, de fluctuation dans l'axe au fil des ans.</p> <p>Concernant la définition des enjeux : Il est important de préciser de préciser que le PPR n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPR, qui est prise en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considérée comme une dent creuse.</p> <p>La concertation avec la commune a fait l'objet de 7 réunions tenues en mairie de Berre l'Étang et d'un échange soutenu de courrier pendant cette période.</p> <p>En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un axe inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.</p>
	10	Registre papier	AH10	Changement de classement : refuse le classement rouge car parcelle bâties et de surcroît entourée de zones classées en bleu.	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPR n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPR, qui est prise en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considérée comme une dent creuse.</p>
	11	Registre papier	AK585	Changement de classement – demande une correction de rouge en bleu car la parcelle dispose d'un PO valide.	<p>La déclaration préalable DPC01421F0004 délivrée par la mairie de Berre l'Étang le 25 septembre 2020 sur la parcelle AK585 n'a été ni du pas être délivrée à Madame AZZOUJ. A cette date, la mairie avait connaissance du porteur-émissaire inondation de l'An du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPR et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait donc fait l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme car la commune avait la connaissance du risque d'inondation.</p> <p>Il est également nécessaire de préciser que la commune de Berre l'Étang a sollicité l'avis de la DDTM13 sur le PC01301421F004 au nom de Madame AZZOUJ au mois d'avril 2021, ce à quoi le pole risque naturel de la DDTM13 a formulé un avis défavorable sur cette autorisation d'urbanisme.</p> <p>La parcelle AK585 est non urbanisée donc classée en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur le carte de zonage réglementaire du projet de PPR. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un axe inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.</p>
	12	Registre papier	AK585	Changement de classement : Demande un classement bleu des parcelles situées à proximité du centre-ville dans une zone très urbanisée.	<p>La déclaration préalable DPC01421F0004 délivrée par la mairie de Berre l'Étang le 25 septembre 2020 sur la parcelle AK585 n'a été ni du pas être délivrée à Madame AZZOUJ. A cette date, la mairie avait connaissance du porteur-émissaire inondation de l'An du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPR et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait donc fait l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme car la commune avait la connaissance du risque d'inondation.</p> <p>Il est également nécessaire de préciser que la commune de Berre l'Étang a sollicité l'avis de la DDTM13 sur le PC01301421F004 au nom de Madame AZZOUJ au mois d'avril 2021, ce à quoi le pole risque naturel de la DDTM13 a formulé un avis défavorable sur cette autorisation d'urbanisme.</p> <p>La parcelle AK585 est non urbanisée donc classée en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur le carte de zonage réglementaire du projet de PPR. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un axe inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.</p>
	13	Registre papier	AH0070	Changement de classement – Avis d'expert disant que la parcelle AH10 est en zone urbaine et que ses caractéristiques physiques la rendent non admissible ; ce qui nécessite un classement permettant la constructibilité de la parcelle.	<p>Concernant le LIDAR : La modélisation hydraulique de l'An a été réalisée sur un modèle 2D. Ce modèle bidimensionnel repose sur une topographie de type LIDAR avec la transformation du Modèle Numérique de Terrain (MNT) en maillage. Le LIDAR utilisé, a été commandé par la DDTM13 pour répondre au besoin de la modélisation hydraulique en 2014, et possédait une précision d'un point topographique altimétrique au m².</p> <p>Il est utile de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des axes inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tels que les canaux d'irrigation ou les routes. En effet, ces ouvrages ne sont pas réalistes à une crue de référence et sont largement surélevés par une crue d'une telle ampleur. C'est pourquoi ce mur n'a pas été pris en compte et ne peut être considéré comme un ouvrage capable d'arrêter l'expansion de la crue.</p> <p>Il est important de préciser de préciser que le PPR n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPR, qui est prise en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considérée comme une dent creuse.</p>
SAS LCS	14	Registre dématérialisé		Changement de classement : demande un réexamen du classement en rouge de la zone ZAUC du PLU du secteur de l'avenue Sylviane / Chemin de la Gilette (Parcelle Consorte MAHMOUD et Mme ELADJI) qui doit permettre de répondre au besoin de développement urbain.	<p>Voit les observations 1 et 13.</p>
	15	Registre dématérialisé	OH364	Demande de finalisation du projet : Propriétaire d'une parcelle classée en zone violente souhaite faire un détachement de parcelle en vue de construire.	<p>Le projet de PPR n'intègre pas les divisions parcellaires. De plus, la zone violente est imposable par un principe général de constructibilité sous prescriptions. Par exemple, les premières planches des habitations doivent être calées à minima à 0,20m au dessus du point le plus haut du terrain naturel.</p>
SCP TERTIAN-SAGNOLI pour 	16	Courrier papier	OH180 OH453	Demande de rendu d'un avis défavorable par le commissaire enquêteur – Antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant la parcelle VIAL inconstructible.	<p>Le Cabinet d'avocat réfute l'emprise de la zone inondable sur les parcelles de ses clients. Il indique que le porteur-émissaire de l'An du 25 août 2016 est armé mais n'apporte aucun élément justificatif mis à part que les parcelles se situent en amont de la voie. La zone inondable, définie par l'étude SAFSGE prend en compte la topographie des lieux et modélise les écoulements provoqués par une crue de référence de l'An, à bien au-delà de la voie.</p> <p>Il est important de préciser de préciser que le PPR n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPR, qui est prise en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.</p> <p>Les photographies fournies présentent des parcelles de taille conséquente avec très peu de bâtis.</p> <p>Il est normal que l'emprise de la zone inondable du PPR approuvé le 15 juin 2001 diffère de l'emprise de la zone inondable du projet de révision du PPR en cours d'élaboration. En effet depuis 2001, les techniques de modélisation des écoulements d'une crue de référence ont évoluées et sont plus précises. L'étude SAFSGE présente dans le porteur-émissaire de 2016 avait pour but d'actualiser et d'homogénéiser la connaissance des zones inondables sur la totalité du cours d'eau de l'An.</p>
SCP TERTIAN-SAGNOLI pour la SCI GERFFROY	17	Courrier papier	OH180 OH453	Demande de rendu d'un avis défavorable par le commissaire enquêteur – Antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant les parcelles SCI GERFFROY inconstructibles.	<p>Le Cabinet d'avocat réfute l'emprise de la zone inondable sur les parcelles de ses clients. Il indique que le porteur-émissaire de l'An du 25 août 2016 est armé mais n'apporte aucun élément justificatif mis à part que les parcelles se situent en amont de la voie. La zone inondable, définie par l'étude SAFSGE prend en compte la topographie des lieux et modélise les écoulements provoqués par une crue de référence de l'An, à bien au-delà de la voie.</p> <p>Il est important de préciser de préciser que le PPR n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPR, qui est prise en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU.</p> <p>Les photographies fournies présentent des parcelles de taille conséquente avec très peu de bâtis.</p> <p>Il est normal que l'emprise de la zone inondable du PPR approuvé le 15 juin 2001 diffère de l'emprise de la zone inondable du projet de révision du PPR en cours d'élaboration. En effet depuis 2001, les techniques de modélisation des écoulements d'une crue de référence ont évoluées et sont plus précises. L'étude SAFSGE présente dans le porteur-émissaire de 2016 avait pour but d'actualiser et d'homogénéiser la connaissance des zones inondables sur la totalité du cours d'eau de l'An.</p>

Les observations du public sont majoritairement identiques et ont comme finalité une demande de changement d'appréciation de l'état du bâti qui conduit sur la base de la cartographie des enjeux à une impossibilité de construire.

Il a été fait une appréciation très fine à la parcelle et parfois selon l'appréhension du pourcentage représenté par le bâti existant au regard d'une surface parcellaire.

Cette application d'une méthodologie pourtant simple s'avère produire des effets difficilement acceptables à l'échelle des propriétaires, mais également de la commune dont le ressenti est que son développement urbain, par extension du bâti notamment en frange de l'urbanisation existante, est obéré.

Marseille, le 11 Mars 2022

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large loop followed by a vertical line and a horizontal line with a small hook at the end.

*Le Commissaire Enquêteur,
Katheryne CICONARDI*

ANNEXES

↳ *Ordonnance de désignation*

↳ *Arrêté préfectoral*

↳ *Copie des avis de parutions dans la presse*

↳ *Certificats d'affichage*

↳ *Capture d'écran de la page internet de la Maire de Berre traitant de l'enquête publique relative au PPRi*

↳ *Capture d'écran de clôture du registre dématérialisé*

